

ETUDE DE L'EFFET SUR L'EMPLOI DE L'AIDE PUBLIQUE AUX SOURCES D'ENERGIE RENOUVELABLE

G.C.ALVAREZ –R.M.JARA-J.R.R.JULIAN-J.I.G.BIELSA

Université Roi Juan Carlos – Madrid - mars 2009

Traduction des pages 1 à 4 de cette étude qui est sur www.eoliennes-refus.fr

©Pierre BONN pbadeni@free.fr

RESUME FONCTIONNEL : LECONS DE LA BULLE ESPAGNOLE DES ENERGIES RENOUVELABLES

La politique et la stratégie actuelle européenne de soutien aux soit disant « emplois verts » ou à l'énergie renouvelable remonte à 1997. C'est devenu l'une des principales justifications des propositions américaines pour les « emplois verts ». Mais l'examen de l'expérience européenne montre que ces politiques sont terriblement contre productive d'un point de vue économique.

Cette étude est importante pour plusieurs raisons. La première est que l'expérience espagnole est considérée comme l'exemple principal à suivre par beaucoup de stratèges et d'hommes politiques. Cette étude met en évidence pour la toute première fois une analyse critique de la performance réelle et de l'impact qui en a résulté. Mais le plus important est que cela démontre que le programme de style hispano-américain « d'emplois verts » encouragé en ce moment aux USA, détruit en fait des emplois – cela se mesurant en nombre d'emplois détruits pour chaque emploi (vert) créé et par la suppression nette d'emplois par MW (renouvelable) installé.

Les résultats de cette étude démontrent comment une telle politique « d'emplois verts » empêche l'Espagne de sortir de la crise économique actuelle alors qu'en même temps les hommes politiques américains insistent pour qu'on se précipite dans ce type de programme en disant que cela facilitera leur propre sortie de crise.

Les point clefs de cette étude sont les suivants :

1. Comme le Président Obama l'a fait remarquer, l'Espagne est une référence pour la mise en œuvre d'aides gouvernementales aux énergies renouvelables. Aucun autre pays n'a donné un soutien aussi important à l'élaboration et la production d'électricité d'origine renouvelable. Les arguments pour les programmes « d'emplois verts » espagnols et européens sont identiques à ceux utilisés actuellement aux USA cad principalement : un soutien public massif va créer un nombre important « d'emplois verts ». Le présent texte répond à la question : « mais à quel prix ? ».
2. En travaillant de façon positive les données¹ partiellement financées par la Commission Européenne, nous avons trouvé que pour chaque emploi en énergie renouvelable que l'Etat finance, l'expérience espagnole (un modèle pour le Président Obama) montre la chose suivante : de façon quasi certaine et par deux méthodes différentes, les USA doivent s'attendre à une perte d'au moins 2,2 emplois en moyenne (par emploi vert créé) ou à environ 9 emplois perdus pour chaque 4 emplois créés. A ces 9 emplois perdus il faut ajouter les emplois non créés que les investissements non subventionnés auraient créé avec les même ressources.

¹ Le projet MITRE a été partiellement financé par DG TREN (Energie & Transport) de la Commission Européenne dans le cadre du programme Altener.

3. Bien sûr on ne peut pas appliquer mécaniquement l'expérience espagnole aux USA. Comme conséquence, cela entraînerait une perte d'au moins 6,6 millions à 11 millions d'emplois correspondant à la création comme promis de 3 à 5 millions « d'emplois verts ». Il faut compter en plus les emplois perdus non créés par les capitaux privés utilisés dans les énergies renouvelables. Mais l'étude met en évidence le fait que les USA doivent s'attendre à un tel résultat.
4. L'étude présente évalue le modèle espagnol qui est utilisé pour accélérer le programme US « d'emplois verts ». Elle doit au minimum surtout servir à attirer l'attention sur le fait que la réalité est éloignée des projections habituellement présentées. De tels programmes ont des conséquences considérables sur l'emploi et sur les possibilités de sortie de la crise économique.
5. En dépit de sa politique « d'emplois verts » hyper agressive (couteuse et extensive), il apparaît que l'Espagne a apparemment créé un surprenant et faible nombre d'emplois. Les deux tiers d'entre eux sont dans la construction, la fabrication et l'installation, un quart dans l'administration, le marketing et l'ingénierie de projet. Seulement un emploi sur dix est créé à un niveau plus permanent d'activité réelle d'opération et de maintenance de sources d'électricité renouvelable.
6. Cela engendre aussi bien un coût financier considérable qu'un coût en termes d'emplois détruits ailleurs dans l'économie.
7. L'étude calcule que depuis 2000, l'Espagne a dépensé 571138 € pour créer chaque « emploi vert » y compris des subventions de plus de 61 millions d'€ par emploi dans l'éolien industriel.
8. L'étude calcule que le programme de création de ces emplois a causé la destruction de presque 110000 emplois ailleurs dans l'économie soit 2,2 emplois pour chaque « emploi vert » créé.
9. Ces emplois ont été perdus dans la métallurgie, l'industrie minière non métallique, l'industrie alimentaire, l'industrie des boissons et celle du tabac.
10. Chaque Mégawatt « vert » installé détruit 5,28 emplois en moyenne ailleurs dans l'économie : 8,99 pour le photovoltaïque, 4,27 pour l'éolien industriel et 5,05 pour la micro hydraulique.
11. Ces coûts ne sont pas propres à l'approche espagnole mais au contraire sont largement inhérents à tous les programmes de développement des énergies renouvelables.
12. Le surcoût total – cad le montant payé au dessus du coût qui résulterait de l'achat d'électricité produite par des centrales à énergie renouvelable au prix du marché – de 2000 à 2008 (actualisé à 4% et ramené à sa valeur nette 2008) se monte à 7,918 milliards d'€ (environ 10 milliards de \$ US)
13. La subvention totale dépensée et engagée (valeur nette 2008 actualisée à 4%) aux trois sources (photovoltaïque, éolien, micro hydraulique) se monte à 28,67 milliards d'€ (36 milliards de \$ US)

14. D'après le régulateur² espagnol de l'énergie, le prix de l'énergie à un taux acceptable (payé par le consommateur final) en Espagne aurait dû être augmenté de 31% pour payer la dette historique ainsi générée par le déficit dû aux subventions aux énergies renouvelables.
15. Les citoyens espagnols doivent alors faire face soit à une augmentation du prix de l'électricité, soit à une augmentation des impôts (et du déficit public). Ce sera le cas aux USA s'ils suivent le modèle espagnol.
16. Le prix élevé de l'électricité dû à la politique de l'emploi vert a pour conséquence la fuite des sociétés et industries grosses consommatrices d'énergie qui recherchent alors des endroits à prix plus bas. Le cas d'Acerinox en est un exemple.
17. L'étude attire l'attention sur une certaine forme de pression par l'énergie verte. Le système de prix garantis engendre des surplus difficiles à gérer. En Espagne, les prix minimum de l'électricité renouvelable sont loin au dessus des prix du marché. Cela entraîne un gaspillage de capitaux considérables qui autrement pourraient être alloués de façon économique dans d'autres secteurs. Le système arbitraire de prix fixés par l'Etat propre aux « énergies vertes » fait que l'industrie du renouvelable subventionné est chancelante car condamnée à des ajustements dramatiques : licenciements massifs, perte de capital, démantèlement d'unités productives et continuer à garder des unités de production inefficaces.
18. Comme l'Espagne est en train de le découvrir, ces programmes engendrent un phénomène sérieux de « bulle »³. Le cas de bulle le plus exemplaire est l'industrie du photovoltaïque. Même avec un système de subventions donnant un prix moyen de l'électricité photovoltaïque 7 fois plus élevé que le prix moyen de l'ensemble, le solaire (photovoltaïque) n'a même pas réussi à atteindre 1% de la production totale d'électricité 2008 d'Espagne.
19. L'avenir de l'énergie a été compromis par l'état actuel de la technologie de l'éolien et du photovoltaïque (plus chers et moins efficaces que les sources énergétiques conventionnelles). Cette politique va laisser l'Espagne encombrée d'immobilisations dépassées, à l'existence prolongée artificiellement et de loin moins productives que les technologies de pointe – encombrée également de prix en forte hausse dus à des investissements bientôt obsolètes que le gouvernement s'est engagé à maintenir à un niveau élevé pendant leur durée de vie.
20. Le régulateur devrait se demander si les citoyens et les sociétés veulent de l'énergie – facteur de production utilisable dans pratiquement chaque projet – chère et inefficace ou bien de l'énergie abordable pour les aider à surmonter la crise économique.
21. Le système espagnol met également en péril les centrales électriques conventionnelles qui sont les premières à prendre en charge le déficit du tarif de l'électricité que l'Etat leur impose.
22. Les technologies renouvelables sont les bénéficiaires des financements nouveaux alors que les autres technologies doivent se démener même si ces financements ne proviennent que de subventions, mandats et programmes associés. Dès que se produiront des

² REE l'équivalent espagnol de RTE (président Luis Atienza en 2008) (Note du traducteur)

³ Phénomène d'engouement sans raisons évidentes qui s'effondre brusquement au bout d'un certain temps comme par exemple la « bulle internet » (Note du traducteur)

changements de programme nécessités par la croissance devenue insupportable du solaire, les financements disparaîtront aussitôt.

23. Cela prouve que la seule façon pour que le secteur des renouvelables – secteur qui n’a jamais été viable en soi sur la base de la demande du consommateur – soit « contre cyclique » en période de crise est de passer par le subventionnement d’Etat. Ce procédé génère une bulle stimulée dès que des investisseurs découvrent dans les renouvelables un des quelques secteurs juteux et laissent alors de côté d’autres investissements. Bien sûr, il est évident, comme on peut maintenant s’en rendre compte, que quand arrive la crise, le Gouvernement n’a pas les moyens de supporter aussi une augmentation du coût du subventionnement. Finalement il doit pénaliser les industries artificielles des renouvelables qui doivent alors disparaître.

24. Les renouvelables consomment d’énormes ressources payées par le contribuable. En Espagne, le montant moyen annuel payé pour les renouvelables en 2007 est équivalent à 4,35% de toute la TVA, à 3,45% de l’impôt des ménages ou à 5,6% de l’impôt sur les sociétés.

* * * *